

2 ans après Gleneagles les promesses non tenues sur la dette et les fonds vautours sapent l'accord du G8

Les ONGs demandent une action immédiate du G8 pour frapper d'illégalité les fonds vautours

mercredi 6 juin 2007, par [Mouvements internationaux](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juin 2007).

Jubilee Zambia * Jubilee USA Network * Jubilee South * Erlassjahr.de * Jubilee Australia * Eurodad * Afrodad * Oil Change International * PAPDA* CADTM. ;

Rostock, Allemagne - A l'occasion du jour d'ouverture du sommet du G8, les organisations pour l'annulation de la dette déclarent que l'accord des leaders du G8 sur la dette négocié il y a deux ans n'a pas résolu la crise et exigent l'arrêt des actions des "fonds vautours".

"Le fonds vautours" sont des sociétés financières qui font des profits en achetant à bas prix des titres de la dette sur les marchés secondaires afin ensuite d'en réclamer la valeur d'origine via des tribunaux de commerce.

Fin avril, un tribunal au Royaume Uni a décidé que la Zambie devait payer à Donegal International, un fonds vautour qui a son siège dans les Iles Vierges britanniques, la somme de 15 millions de € pour une dette acquise au prix d'environ 3 millions de \$ auprès du gouvernement roumain. Cette année, la Zambie espère économiser 40 millions de \$ grâce aux annulations de dette, mais en payant 15 millions de \$ à Donegal international, l'impact de ces annulations se verra lourdement réduit.

"Les fonds vautours sont en train d'éroder les gains limités des annulations de dettes approuvées en 2005 par le G8 et plus encore, ils risquent de mettre sérieusement à mal la réalisation des Objectifs du millénaire", dit Sitali Muyatwa, coordinateur de Jubilé Zambie. "Les leaders du G8 devraient condamner explicitement ces fonds de la même manière qu'ils l'ont fait avec les emprunteurs qui ne respectent pas les conditionnalités d'austérité requises pour des allègements de dette."

Suite aux pressions et aux mobilisations des organisations de la société civile en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord, les Ministres de Finances du G8 ont affirmé dans leur communiqué « nous sommes très préoccupés par les actions de certains créanciers qui poursuivent en justice des pays pauvres très endettés. On a décidé de travailler conjointement pour identifier les mesures nécessaires pour s'attaquer à ce problème, sur base du travail du Club de Paris." Mais les ONG demandent des actions concrètes et immédiates

" Les Etats Unis font obstruction dans cette affaire, comme ils le font aussi sur la question du changement climatique" dit Neil Watkins, coordinateur national du réseau Jubilé USA. "On est très préoccupé par le fait que l'administration Bush résiste aux propositions spécifiques de lutte contre les fonds vautours qui ont été mises sur la table par le Royaume Uni et l'Allemagne durant le processus préparatoire du G8. Nous demandons le G8 d'arrêter immédiatement les actions des fonds vautours."

Lidy Nacpil, de Jubilé Sud, ajoute : “Les gouvernements du G8 disent avoir appuyé des demandes pour un comportement responsable des créanciers comme les fonds vautours. Mais le G8 doit reconnaître que la question des prêts responsables et de la dette illégitime commence en premier lieu par eux-mêmes. Nous demandons au G8 de reconnaître leur coresponsabilité dans l’accumulation de dettes illégitimes et d’annuler ces dettes immédiatement. Les dettes illégitimes comprennent les prêts octroyés aux régimes non démocratiques et qui n’ont pas profité aux populations ; des prêts liés à des pratiques de corruption, de fraude ou à des termes et conditions injustes ; des prêts pour des projets dits « éléphants blancs » ou qui ont porté atteinte à l’environnement ou aux populations”

Les organisations allemandes pour l’annulation de la dette mettent en avant que la question des fonds vautours n’est qu’un exemple qui reflète l’échec de l’accord du G8 en 2005 pour résoudre la crise de la dette. Comme le montre Eurodad (réseau européen sur la dette et le développement) dans son nouveau rapport sur l’accord du G8 Un pas en avant, combien en arrière ?, alors que l’accord de 2005 a permis l’annulation d’un total de 39 milliards \$ pour les pays d’Afrique et d’Amérique latine, les dettes que ces pays doivent rembourser s’élèvent pour l’Afrique subsaharienne à plus de 215 milliards de \$ et pour l’Amérique latine à plus de 723,6 milliards de \$. Selon Oxfam, les pays les plus pauvres du monde devront continuer à payer 100 millions \$ chaque jour.